

Farewell Habermas ? Deux décennies d'études sur l'espace public

Stéphane Van Damme



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/dossiersgrihl/682>

ISSN : 1958-9247

Éditeur

Grihl / CRH - EHESS

Référence électronique

Stéphane Van Damme, « Farewell Habermas ? Deux décennies d'études sur l'espace public », *Les Dossiers du Grihl* [En ligne], Les dossiers de Stéphane Van Damme, Historiographie et méthodologie, mis en ligne le 28 juin 2007, consulté le 26 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/dossiersgrihl/682>

Ce document a été généré automatiquement le 26 avril 2019.



Les Dossiers du Grihl est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 France.

Farewell Habermas ? Deux décennies d'études sur l'espace public

Stéphane Van Damme

NOTE DE L'ÉDITEUR

Draft paper. À Paraître dans Patrick Boucheron et Nicolas Offenstadt, *L'Espace public médiéval*, Publications de la Sorbonne

- 1 Aborder la question de l'espace public pour la période moderne, c'est assurément rendre compte d'un concept-clef de l'historiographie d'histoire culturelle depuis une vingtaine d'années. La centralité de cette notion tient évidemment à la périodisation proposée par Jürgen Habermas en 1962. Le siècle des Lumières est traditionnellement présenté comme le laboratoire de l'espace public. Il ne sera pas possible d'embrasser toute cette production qui peut donner le vertige mais de cartographier certains des enjeux sans trancher sur la bonne ou à la mauvaise interprétation d'Habermas. À travers cette étude, on souhaiterait revenir sur deux décennies d'un travail intense de lecture de son œuvre. Comme le rappelle Jürgen Habermas lui-même dans sa préface de 1990, le modèle historiographique proposé avait une valeur heuristique plus que véritablement documentaire. Il était donc sujet à de nombreuses critiques sur le plan factuel ou chronologique. Plutôt que de proposer un nouveau récit de ces mutations historiographiques, récit toujours suspect d'une illusion rétrospective, on proposera de manière pédagogique d'examiner quatre tensions qui ont orienté la discussion et polariser les débats et la recherche : opinion/espace public ; espace public /espace privé ; espace public/société civile ; publicité/matérialité/visibilité.
- 2 En premier lieu pour expliquer la rapidité (même relative) et la profondeur de la pénétration du concept, il faut souligner le rôle joué par le contexte du bicentenaire de la

Révolution Française et tenter de ressaisir les termes de ce moment fondateur. Un premier contraste entre opinion publique et espace public nous servira d'introduction.

- 3 À l'occasion des traductions américaines des livres de Reinhardt Kosseleck, et de celui d'Habermas en 1988 et 1989, Anthony J. La Vopa dans son compte rendu critique¹ souligne que l'émergence de la notion de « public », chez les auteurs du XVIII^e siècle, comme chez les historiens de la fin du XX^e siècle, doit assumer le déclin du mot « opinion » comme catégorie analytique longtemps attaché aux observateurs sociaux du XIX^e siècle. La réception du concept habermassien d'espace public tient peut-être au réemploi de la notion d'opinion publique dans le sillage des commémorations du bicentenaire de la Révolution française. Cette résurgence des études sur l'opinion publique s'inscrit dans un triple contexte. En premier lieu, elle fait écho à la relecture d'Augustin Cochin entrepris par François Furet à la fin des années 1970 qui aboutit à une relance d'un programme de recherche sur les vecteurs de l'opinion : les loges maçonniques par Ran Halévi, les rituels, la fête, l'école. Mona Ozouf propose de ressaisir la généalogie du concept d'opinion. À partir de différents sites d'observation, on voit se décomposer la thèse de la rupture radicale de l'épisode révolutionnaire pour lui substituer des chronologies plus longues. En second lieu, elle s'inscrit dans une relecture anthropologique du livre de Daniel Mornet sur les origines intellectuelles. On doit à Roger Chartier d'avoir élargi les horizons du débat en 1990 dans son ouvrage, en croisant l'interprétation d'Habermas avec l'horizon d'attente d'un Daniel Mornet. Pour Chartier, la culture politique dépasse le simple récit des origines idéologiques défendu par Keith Baker. Elle s'identifie d'abord « aux lieux d'élaboration et d'expérimentation d'une sociabilité démocratique », ensuite au modèle de la sociabilité intellectuelle où se forge la critique. Scruter l'émergence d'un espace public, c'est suivre le transfert d'un pôle à un autre. Cette « sphère publique » se distingue doublement de l'État et du peuple (« c'est en cela qu'elle peut être qualifiée de bourgeoise »). Pour discuter du processus, Chartier met en évidence trois éléments : le public est la « sphère de l'universel » et le privé est « le domaine des intérêts particuliers et domestiques »². En second lieu, la « société civile universelle » n'est pas inscrite dans un territoire, mais est un espace abstrait identifié à la communauté écrite entre savants. Enfin, l'opinion publique au XVIII^e siècle fonctionne comme une cour de justice, un tribunal de la raison qui permet la transparence.
- 4 En 1992, Arlette Farge propose ainsi de scruter par le bas la naissance de l'opinion publique, de relire les tensions de la place publique au XVIII^e siècle à partir du matériau des gazetiers et des archives policières. En choisissant pour sous-titre « l'opinion publique » et non l'espace public, Arlette Farge entend travailler sur les marges du modèle habermassien, non pas sur « l'opinion éclairée, riche de rationalité et d'universalité », mais sur la « sphère publique plébéienne », sur l'opinion publique populaire³. Fortement influencé par le livre de Boltanski, *L'amour et la justice* comme compétence, elle souhaite revenir sur ce partage établie entre opinion éclairée et culture populaire, en avançant que
- [...] tout individu a compétence à la critique. Faire l'histoire de cette compétence permet d'établir l'espace dans lequel peut se mouvoir cette critique⁴.
- 5 À un modèle vertical, elle oppose une démarche en termes de « relation » autour des événements qui cristallisent cette critique populaire. Enfin en 1995, Daniel Roche dans *La France des Lumières* arrimera le surgissement d'un espace public à une articulation inédite entre éducation, sociabilité et politisation. Il s'agit pour Daniel Roche de renouer les fils de ces deux cheminements (espace éclairé, culture politique populaire) en soulignant la

force des médiations qui distribuent très largement la critique dans la société d'Ancien Régime.

Public sphere French historical studies

- 6 Mais ce débat n'est pas purement hexagonal. Dès le milieu des années 1980, de nombreux historiens en Italie, en Allemagne, en Grande-Bretagne et en Amérique du Nord s'interrogent sur la politisation des écrits, sur la portée révolutionnaire des livres, sur les processus de subversion de l'ordre politique traditionnel. Cette histoire de l'espace public est triplement questionnée dans le cadre des *French studies* américaines. Keith Baker prolonge les réflexions déjà engagées dans son colloque de Chicago *French Political culture*, sur le poids des discours dans la constitution d'une nouvelle culture politique à la veille de la Révolution Française tandis que Robert Darnton questionne sur le terrain de l'histoire du livre et de la communication les pratiques de lectures interdites qui conduisent à l'action révolutionnaire. En étudiant la petite intelligentsia des Lumières comme la littérature clandestine, il met en évidence la généralisation de la critique de l'autorité religieuse et politique qui ne passe pas simplement pas les grands discours pré-révolutionnaires. Deux lectures et deux approches s'affrontent. L'une tournée vers l'analyse des discours entend reconstituer le répertoire des idéologies qui forment l'opinion publique et qui vont jouer ou non dans le devenir révolutionnaire. L'autre interprétation est davantage marquée par l'histoire sociale et soucieuse des pratiques et de la matérialité de la communication politique, et envisage l'espace public avant tout comme un lieu de conflits ou de création du consensus. Entre 1989 et 1995, les débats font rage autour du bon et du mauvais usages d'Habermas. Dans l'espace intellectuel américain, une triple polarisation anime la réception de l'espace public.
- 7 Les tentatives de développement de la référence habermassienne, d'extension de son domaine de pertinence. Michael Werner propose d'appliquer ce modèle dans l'Amérique coloniale du XVIII^e siècle⁵. Pour la Russie, Garry Marker relit les origines la vie intellectuelle par l'établissement d'une culture imprimée et des pratiques de lecture et de critique⁶. Pour la Chine, le numéro d'avril 1993 dans *Modern China* porte sur « Public Sphere/Civil Society ». Cette exigence est manifeste dans l'ouvrage édité par Craig Calhoun en 1992 qui vise à acclimater les thèses d'Habermas dans le contexte de la construction de la république américaine⁷.
- 8 L'un des principales débats s'est noué autour de la réception du livre de Sara Maza, élève de Robert Darnton, qui autour de l'examen du genre des Causes célèbres a montré les pratiques de captation et de représentation de l'opinion par des groupes comme les hommes de loi. D'autres historiens comme David Bell ont prolongé ces hypothèses. En 1992, le forum organisé par la revue *French Historical studies* avec la participation de Dena Goddman, David Bell, Daniel Gordon et Sara Maza donnent l'occasion d'une confrontation entre trois lectures critiques d'Habermas. Une première émane de la critique féministe et regrette l'absence de nuances concernant le genre qui débouchera sur tout un champ de recherche sur les femmes de lettres (on retrouve ici Joan Landes et Dena Goodman). Une seconde critique se fait au nom de la philosophie et de l'histoire des idées. Daniel Gordon reproche à Habermas d'avoir une vision unitaire de l'opinion publique, et d'ignorer la diversité des courants qui s'expriment à la veille de la Révolution Française. Une dernière critique porte au contraire sur l'interprétation marxiste d'Habermas qui selon David Bell simplifierait les réalités sociales et culturelles. Ces deux derniers auteurs suggèrent de revenir à une lecture plus « libérale » (au sens ancien).

- 9 Depuis la fin des années 1990, la thèse proposée par Jürgen Habermas a quasiment cessé d'être considérée comme hypothétique pour alimenter un nouveau grand récit sur les Lumières et la naissance des cultures politiques démocratiques. La plupart des manuels ou des ouvrages de synthèse sur le XVIII^e siècle la considèrent comme un lieu commun historiographique qui ne nécessite plus aucune présentation des débats. On peut citer ici les exemples de James Van Horn Melton ou Blanning⁸. De même que périodiquement de grands articles de synthèse viennent prendre la mesure de l'avance des chantiers⁹. C'est le cas par exemple de l'article de Margaret Jacob¹⁰ qui pour sortir des premiers débats, et des agendas féministes ou politiques, entend produire un double désenclavement : géographique en adoptant une échelle européenne ; thématique, en intégrant les études nouvelles sur les sciences ou la franc-maçonnerie ou les sociabilités aristocratiques.
- 10 Au total, si l'importation a si bien fonctionné, ce n'est pas uniquement en raison de la portée heuristique du concept. Pour beaucoup des travaux mentionnés, l'espace public n'entraîne pas de bouleversements notables dans le récit historique des Lumières. Plus encore, il se substitue à des notions empiriques telles que « esprit public » ou « opinion publique » déjà utilisées depuis longtemps. Sa force tient par conséquent aussi à sa capacité à recouvrir des éléments bien connus et légitimes du procès des origines de la Révolution française, en les reconfigurant autour de la notion de société civile.
- XVII^e
- 11 À côté de ces usages positifs du cadre de travail proposé par Jürgen Habermas, il faut noter le déplacement hors du cadre des Lumières, et en particulier souligner la discussion menée par les « historiens » de la littérature. Les développements accordés par Habermas aux pratiques de publicité, de diffusion et de circulation de l'imprimé, mais aussi aux structures de sociabilité culturelle (savante ou mondaine) encourageaient les spécialistes de ces domaines à prêter une attention toute particulière à l'espace public. Ce dialogue était animé par une double volonté : faire sortir ces objets d'études d'une vision anecdotique et disciplinaire (de l'histoire littéraire ou d'une histoire de la production culturelle) en articulant leurs analyses à une scène historiographique de grande taille (construction de l'État moderne, de la société civile, etc.) ; proposer de tisser des liens méthodologiques solides avec les sciences sociales.
- 12 Hélène Merlin dans sa thèse sur *Public et littérature au XVII^e siècle* a certainement été le plus loin dans la mise à l'épreuve des concepts habermassiens et dans leur contextualisation. Hélène Merlin met en œuvre toute une réflexion philologique sur les notions de public et de privé¹¹ et repère dans le vocabulaire de la Renaissance à l'âge classique des déplacements sémantiques signifiants. Elle part aussi du constat que le passage de la sphère publique de la représentation à l'espace public démocratique et bourgeois est largement téléologique. Comme elle l'écrit dans son ouvrage *L'Excentricité académique* (2000), « Habermas oppose la « sphère publique de la représentation », typique selon lui de l'Ancien Régime, à la « sphère publique bourgeoise » caractérisée par la naissance d'une opinion critique. Simplement, en faisant de la seconde la fin de la première, il simplifie le processus qui aboutit, d'abord, à l'établissement de la première sur la base du refoulement d'une sphère publique communautaire antérieure¹² ». Il s'agit pour elle de montrer les différentes situations où s'expérimente ce rapport à la notion de public. Or, comme l'avait déjà remarqué Habermas, le concept s'affirme avec force dans la production juridique, philosophique et littéraire du début du XVII^e siècle. Hélène Merlin traque ainsi les moments de cristallisation de la sphère publique non pas dans des lieux de sociabilité, mais dans les discours préfaciels, dans des polémiques littéraires telles que

les querelles autour du *Cid* ou de *La Princesse de Clèves* où se noue cette problématique politico-littéraire. Il y a en effet selon Hélène Merlin, un processus de théâtralisation du « public », d'exhibition dans les textes littéraires qui conduit à une progressive restriction de sens du « public » en général comme concept politique au « public littéraire ». Elle scrute un transfert majeur des débats juridiques et politiques aux débats littéraires. Au cours de ce transfert, la scène littéraire vient à revendiquer la dignité de la représentation politique, voire à incarner un tribunal du public comme l'avait signalé Kosseleck dans son livre *Le Règne de la critique*. La création de l'Académie française joue sur cette captation de la représentation. L'invocation du public est avant tout une figure textuelle et une invention conceptuelle, même si elle n'est pas sans jouer sur les déterminations politiques réelles. Le champ de la littérature et des belles lettres loin d'être périphérique s'avère être un des lieux stratégiques où s'élabore cette théorie en acte, tiraillée entre les ressorts de l'action politique baroque théorisée par Naudé et les germes des pratiques absolutistes mises en œuvre par l'entourage de Richelieu. Dans *l'Excentricité académique*, elle suggère d'autres voies d'analyse en exhibant des expériences limites qui mettent à l'épreuve les contours d'une autre « communauté imaginée » propice à l'expression libre. En évoquant tour à tour, les épisodes du bannissement de Théophile de Viau, de l'amitié perdue de Guez de Balzac, de l'héroïsme cornélien, il s'agit pour Hélène Merlin de faire surgir de ces cas limites par rapport au modèle habermassien, des moments de bifurcation possible dans la genèse de l'absolutisme littéraire des années 1620 et 1630. Elle explore la tension entre « séparation et communauté », déplaçant le passage habermassien de la sphère de la représentation à celle de l'espace public. Comme elle le remarque, si le vocabulaire politique de l'« usage », du « public » est déterminant dans les préfaces, il ne recouvre pas totalement un autre discours de l'« abandon » au public : « Abandonner, on s'en souvient, c'est à la fois prostituer et bannir, c'est-à-dire livrer ce qu'on abandonne à une communauté de vie et d'usage antérieure à toute organisation politique mais dont l'existence originaire continue à la hanter¹³. » L'espace public serait par conséquent habité par le souvenir de ces communautés politiques traditionnelles, de ces liens d'appartenance.

- 13 Christian Jouhaud dans *Les Pouvoirs de la littérature* (2000) quant à lui a souligné la dimension heuristique de la déterritorialisation du concept en croisant l'analyse d'un champ littéraire dans les années 1620 et la question publicitaire. En déployant toute une série de concepts : publics, publicité, publication, il enrichit les modalités de description de l'espace public et ouvre un espace de recherche possible sur les opérations qui construisent le public, le font exister à travers toute une chaîne d'événements textuels et contextuels. L'espace public à travers ces deux contributions marquées par l'histoire littéraire n'apparaît plus simplement lié à un processus de démocratisation portée par la conversation ou la lecture critique, mais rend compte des expérimentations nouvelles produites par les écrivains au cœur même de la société d'ordre pour penser la chose publique. Dans l'enquête collective *De la publication* (2002), Christian Jouhaud pointe les multiples enjeux juridiques, politiques, sociaux et culturels de cette action qui consiste à « rendre public », en remettant en cause l'opposition factice entre producteurs de textes et publics :

Écrire l'histoire de processus de publication en commençant par reconstituer et par décrire des actions ou des opérations de publication, conduit aussi à aborder à nouveaux frais la question de l'histoire des espaces publics. En effet, loin d'être des prises de position sur la « nature » de l'espace public sous l'Ancien Régime, nous pouvons considérer, à partir de nos questionnaires et de nos préoccupations

actuelles, que chaque action de publication est porteuse d'une prise de position sur ce qu'est ou n'est pas l'espace public qu'elle envisage (en conservant l'ambiguïté de ce terme) et que, précisément, elle met à l'épreuve de l'action. À la limite, on pourrait même dire que chaque action de publication, révélant par son accomplissement l'espace de publicité dont elle subit les contraintes, le construit comme sa raison d'être, l'invente comme son horizon, l'imagine comme son présupposé¹⁴.

- 14 Jouhaud y propose un triple déplacement par rapport à une histoire des cultures qui affectent la définition même de l'espace public en termes de réception, de diffusion et de contextualisation des choix d'écriture. À travers les actes de publication officielle, il souligne l'existence d'un espace public étatique « que définit l'ordre public »¹⁵, mais aussi en contrepoint la permanence d'un espace du particulier qui ne renvoie pas strictement à la sphère privée. Ce dernier modèle une dimension politique antonyme de l'État. Reprenant la discussion ouverte par Philippe Ariès sur *L'Histoire de la vie privée*, il laisse entendre qu'il y a sous l'Ancien Régime un processus de « déprivatisation du public », de séparation entre affaires publiques et affaires privées parfois mêlées dans certaines sphères d'intérêts comme les clientèles princières. Cette triangulation rend caduque la simple bipolarisation du modèle habermassien. L'écrivain de l'époque moderne dans sa volonté de faire advenir un public, travaillerait dans cet « espace mixte », situé entre deux formes d'espace public, l'un identifié au public littéraire qui fait et défait les succès, l'autre de la persuasion politique qui rend possible les carrières et les patronages¹⁶. L'espace frondeur est par excellence l'emblème de cette hybridité, et de cette tension entre l'État royal et les clientèles princières. On le voit en travaillant sur des objets littéraires, sur les traces textuelles qui marquent l'avènement de la sphère publique, ces auteurs déplacent doublement l'opposition habermassienne entre public et privé. Ils restituent une « pensée politique » de la publication où la visibilité, la publicité, l'appel à la raison ne sont pas dénués d'ambiguïté et d'équivoques. Par ailleurs, ils testent la pertinence de l'opposition entre espace public de la représentation et espace public pour le XVII^e siècle.

Coffee-houses

- 15 On sait la place accordée aux pratiques de sociabilité, des *Coffee-houses* anglais à la Franc-maçonnerie et aux salons dans l'optique d'une assomption de la société civile comprise comme un espace intermédiaire entre l'État et la sphère privée et domestique. Un autre débat se noue sur le terrain du XVIII^e siècle à partir du réexamen des objets-clefs de cette histoire de l'espace public. Qu'est-ce qui est en jeu de cette attention portée aux lieux et aux espaces ? Une géohistoire de l'espace public ? Ou une interrogation sur les fondements mêmes de la société civile ?
- 16 Il faut en effet noter que les enquêtes ont tendance à se spatialiser, se logeant parfaitement dans la tradition bien établie d'une géographie des Lumières ou de la thématique de la « ville sociable »¹⁷. En 1995, Greg Laugero entreprend de lier la mise en place du réseau routier anglais avec l'émergence de la sphère publique littéraire. En 1999, la revue *Eighteenth-Century Studies* propose ainsi un dossier sur « Sites and margins of the Public Sphere » qui regroupe aussi bien des articles sur la sociabilité des loisirs, que sur le jardin maçonnique de Carmontelle à Monceau ou encore sur le monde « alternatif » des sages-femmes entre espace public et spectacle public. On ne peut qu'être frappé depuis la fin des années 1990 par la multiplication des études sur ces lieux qui s'interrogent de manière critique sur cette spatialisation de la notion d'espace public. En effet, si la dérivation métaphorique est importante, elle souligne aussi la mobilité du cadre théorique et sa

portée heuristique, sa capacité à séduire et à coloniser de nouveaux terrains historiographiques. Cependant, comme avec la notion de sociabilité, on risque toujours évidemment le point de rupture et la démonétisation totale du concept. Parmi les lieux qui ont été les plus revisités, quatre espaces se distinguent : le *coffee-house* ; le salon mondain ; la loge maçonnique et le salon de peinture. Faute de place, on ne reviendra pas ici ni sur le laboratoire maçonnique, ni sur l'espace de la critique d'art pourtant profondément sollicité par la lecture d'Habermas.

Coffee-house

- 17 Jürgen Habermas a utilisé le *coffee-house* londonien de la période après la Restauration comme un modèle, un paradigme de la formation de la sphère publique stimulant tout un courant de recherche sur la culture politique de la Restauration¹⁸. Le *coffee-house* y est décrit comme un espace social dédié aux discussions intellectuelles sur une grande variété de sujets. Il était ouvert aux seuls hommes¹⁹ mais sans égard pour le rang social. Des études récentes ont confirmé cette analyse. Les deux sources mobilisées par Habermas étaient les journaux de Joseph Addison et de Richard Steele, à savoir le *Tatler* (1709-1711), le *Spectator* (1711-1714) et le *Guardian* (1713), largement diffusés entre 60 000 et 80 000 lecteurs chaque semaine. La lecture de ces périodiques dont les sujets étaient situés entre privé et public, fut centrale dans la constitution d'une sphère publique dans le monde littéraire, comme creuset de la critique. Le projet du *Spectator* reposait sur une célébration de la sociabilité et de la lecture publique. En fait, comme le relève Brian Cowan, l'existence de cette sphère publique au début du XVIII^e siècle, reste un idéal qui contraste avec la culture politique du temps²⁰. Bien que les Whigs et Tories souhaitent encourager des formes de diffusion de la propagande politique par la voie des pétitions, des débats dans les *coffee-houses*, de l'organisation de club, rare sont ceux qui ouvrirent de véritables espaces de dialogue et de critique. Le projet de réforme porté par le *Spectator* n'était aucunement une réalisation pratique de la sphère publique, mais une tentative de sauvetage du parti whig dans un contexte où le futur des Whigs n'était pas clair dans les années 1709-1714 car ils sont attaqués par la résurgence de la *High church Tory*. Certains historiens comme Lawrence Klein ont avancé l'idée selon laquelle le *Spectator* était le produit et l'instrument d'une nouvelle éthique whig au service de leur « lutte pour la politesse ». Daniel Defoe dans son périodique *The Review* (1704-13) ne se prive pas de faire la critique de cette nouvelle vogue des journaux et des clubs. Si Mr *Spectator*, le narrateur du journal, proclame son intention d'exporter

[...] la philosophie hors des cabinets et des bibliothèques, des écoles et des collèges, pour se loger dans les clubs et les assemblées, aux tea-tables et aux coffee-houses²¹,

- 18 les censeurs whig de la société britannique sont réservés. Ils voient dans ces institutions un produit partisan radical qui vont bien au-delà de leurs propres défenses des principes de la Révolution de 1688-1689. Brian Cowan conclue en disant qu'il faut y regarder à deux fois avant d'associer les entreprises d'Addison et de Steele avec la sphère publique habermassienne. De même, la popularité grossissante de la notion de « société civile » au XVIII^e siècle parmi les *literati* britanniques ne signifie pas l'établissement d'une « sphère publique bourgeoise ». Leur but n'est pas de préparer le terrain à la démocratie mais de promouvoir une oligarchie whig²².
- 19 Le salon a été aussi un des lieux stratégiques où la révision historiographique a porté ses fruits ces dernières années. Le salon constitue un véritable objet fétiche de l'historiographie des Lumières. On peut signaler les enquêtes récentes de Steven Kale²³ et d'Antoine Lilti qui questionnent ce cadre interprétatif. Comme le signale Antoine Lilti²⁴, le

salon est un objet culturel et historiographique qui se constitue au XIX^e siècle rétrospectivement, y compris sur le plan lexical. Contre une tendance, très manifeste chez l'historienne Dena Goodman a considéré le « salon » comme une instance de la République des Lettres, comme un lieu de discussion intellectuelle et d'acculturation des femmes du monde, ces travaux proposent de recontextualiser cet espace de sociabilité en l'inscrivant dans le réseau des pratiques mondaines et aristocratiques. Il s'agit de retravailler dans une perspective neuve et empirique une intuition d'Habermas qui, retraçant le devenir de la « société » aristocratique au XVIII^e siècle, voyait dans la « bonne société » :

[...] la dernière forme revêtue par la sphère publique structurée par la représentation, à la fois raffermie et rétrécie aux dimensions de la Cour²⁵.

- 20 La réalité « insaisissable » – parce que ne disposant pas d'archives propres – du salon tient à sa relation avec le « monde ». Contre la vision normative d'un Daniel Gordon dans son livre *Citizens without Sovereignty* qui associe le salon à la conversation égalitaire, Antoine Lilti propose une véritable archéologie des pratiques de sociabilité qui consiste à suivre pragmatiquement comment émerge cette innovation sociale fortement attachée à un lieu domestique et aux pratiques de commensalité nobiliaire qui mêlent des individus d'horizon différents (princes de sang, administrateurs, hommes de lettres, etc.). Cette sociabilité s'apparente à la vie de la *société* « dont les limites sont l'intimité et la vie familiale d'une part, les comportements publics d'autre part²⁶. » La projection d'un espace public sur ce lieu est désormais triplement problématique. En premier lieu, parce que derrière la dialectique du voile et de la publicité de ces espaces, se donne à lire un modèle de clôture mondaine. Le salon n'est pas un espace ouvert et public, mais le paradigme d'une forme de sociabilité qui vise à penser une nouvelle forme du corps social bien différent de la société démocratique, mais au contraire modelé sur d'autres ambitions²⁷. En second lieu parce que la politique au salon se déploie selon des modalités bien différentes que celles décrites par Habermas. L'élaboration d'une compétence critique est mise au service de jugements locaux sans portée universelle, souvent au service du divertissement mondain. Enfin parce que la présence étatique, la proximité du débat politique, sont davantage portées par l'anecdote, le jeu des coteries que par la sape de l'autorité monarchique.
- 21 En dernier lieu, il me semble important de proposer la visite d'une région jugée souvent périphérique du débat historique : l'histoire des sciences, parce qu'elle a proposé une mise en œuvre radicale et totale de ce cadre théorique, et parce qu'elle en a suggéré des alternatives. Partie de la notion de publicité, de publication et de diffusion des sciences dans les sociétés d'Ancien Régime, elle a récemment proposé de déplacer l'attention des formes de publicité aux modes de visibilité, de manière à comprendre plus complètement les différentes modalités de la présence de la science aux XVII^e et XVIII^e siècles, qui ne passent pas simplement par les opérations textuelles ou discursives²⁸. Cette importation s'est faite selon deux modalités que l'on décrit comme l'avènement d'une science publique qui caractériserait notre modernité, où les savoirs doivent nécessairement obtenir le suffrage du plus grand nombre. Pièce maîtresse d'une histoire de la naissance de l'espace public, cette thèse présente plusieurs visages qu'il nous faut examiner.
- 22 En premier lieu, elle s'appuie sur l'idée qu'émerge un nouvel espace de communication des savoirs au sein des grandes métropoles qui n'est plus entièrement dominé par les institutions scientifiques ou par le mécénat princier. Cette thèse postule que la formulation d'un espace public passe par la création d'instances autonomes de discussion

propre à l'élaboration de la critique entendue comme un usage libre de la raison. Or pour beaucoup d'historiens des sciences, l'étude de la philosophie naturelle tient une faible part dans les études sur l'espace public en dépit du rôle que les savants des Lumières leur ont accordé. Tout un courant a tenté en histoire de la médecine, de la chimie ou encore des pratiques expérimentales de souligner cette hybridité des espaces de production, de circulation et de consommation propres aux sociétés d'Ancien Régime. L'inventaire de ces lieux de savoirs ne vise plus alors une simple spatialisation de la notion, mais entend saisir la mise en forme opérée par ces espaces sur les savoirs eux-mêmes. Il entend comprendre l'« in-formation » (Latour), la reconfiguration du regard scientifique sur la nature comme un double phénomène scientifique et matériel²⁹. Si l'attention a été d'abord portée sur les pratiques de jugement scientifique qui définissent la réception et la justesse d'un énoncé, force est de constater que les travaux ont progressivement aussi abordé cette zone grise que constitue la notion de « critique ». Plutôt que de la considérer comme une notion transhistorique ou que de projeter la définition kantienne sur des périodes antérieures, des recherches récentes ont tenté de complexifier ces repères³⁰. On peut retenir ici deux idées : la substitution de la frontière public/privé au profit d'une interrogation sur la tension public/secret davantage ancrée dans les contextes de certaines productions des savoirs en particulier dans les milieux des artisans³¹. De même, la mise au jour des techniques intellectuelles de la dissimulation, des équivoques mentales par exemple, dans le champ de l'histoire du libertinage érudit a ouvert la voie à une perception complexe et active du rapport au secret et au public³².

- 23 La mise en public de la science à l'époque moderne ne renvoie pas simplement à un processus de diffusion/divulgation comme on l'a trop souvent décrit en France. Plus profondément, elle concerne la mise en forme des savoirs et touche aussi bien leur production que leur mise en circulation. Les enjeux qui président à la définition d'une « science publique » avant l'idée d'un Grand partage entre spécialistes et profanes ont été ainsi pointés durant les années 1980 par les tenants de la sociologie des sciences³³. Sur le premier volet de l'argumentation, le maître-livre de Simon Schaffer et Steven Shapin sur le débat entre Robert Boyle et Thomas Hobbes sur le vide et le plein et l'usage de la pompe à air en 1985 a stimulé tout un ensemble de recherches sur ces espaces de négociation et de validation des résultats de la science. La définition d'un public et de ses contours devient un enjeu philosophique important à la fin du XVII^e siècle. Simon Schaffer dans un article pionnier de 1983 sur les spectacles de la science expérimentale a pu ainsi mettre au jour une véritable épistémologie spectaculaire à l'œuvre dans la philosophie nature au XVIII^e siècle et souligner à la veille de la Révolution le progressif déclassement de ce registre spectaculaire hors du monde savant. Dans de nombreux travaux consacrés à la science expérimentale, l'attention est désormais portée aux dispositifs sensoriels, cognitifs, mais aussi sociaux et politiques qui encadrent le développement de ces pratiques scientifiques. La dissémination des sciences au XVIII^e siècle dans des espaces qui ne lui sont pas dédiés fait surgir toute une interrogation nouvelle sur les conditions de cette mise en *visibilité* des savoirs. Rendre visible des concepts, des procédures expérimentales, exige en effet pour les philosophes de la nature de l'époque moderne de jouer sur une théâtralité, de capter l'attention, de réfléchir aux publics et aux effets qu'ils entendent produire. Elles ouvrent la voie à une approche plus complexe de la présence des sciences dans les sociétés d'Ancien Régime, et à la compréhension des différents régimes qui composent la « réception ».

24 Elle s'enracine ensuite dans la genèse du capitalisme et dans le développement des « sociétés bourgeoises » où la consommation des savoirs participe au double avènement de la commercialisation et des loisirs. Comme l'avait déjà noté Dena Goodman, la « société civile » c'est le « royaume de l'échange des biens et du travail ³⁴ ». Le volet économique et matériel n'a pas moins attiré l'attention des chercheurs. Roy Porter sur les charlatans et les vendeurs de potions à Londres, Jan Golinski sur la chimie, Thomas Broman sur la médecine en Allemagne, Colin Jones sur la culture médicale en France ont essayé de saisir cette articulation entre justification publique et émergence du marché. Le thème de la commercialisation ouvert au milieu des années 1980 par la série d'ouvrages dirigés par John Brewer a stimulé une opposition nette à l'interprétation discursive de K. Baker. On doit à Colin Jones en 1996³⁵ d'avoir le plus clairement posé le cadre de cette discussion. Dans cet article, il entend à partir d'une analyse de la consommation des savoirs médicaux dans les affiches, participer aux débats sur l'espace public³⁶. Comme il l'écrit, il s'agit de réintroduire à partir de la notion de *public sphere* la dimension économique et sociale des origines de la Révolution Française. Il s'agit moins de suivre à la lettre Habermas qui n'accorde que peu d'importance à la publicité commerciale avant 1820, que de prolonger l'esprit (voir note 12 où Colin se justifie). L'analyse du genre des Affiches provinciales au XVIII^e siècle lui permet de suggérer l'éclosion d'une communauté de citoyens consommateurs (*community of citizen-consumers*)³⁷ :

The public discursively invoked in the Affiches was identical to their largely bourgeois – both male and female – readership, rooted in the ranks of « happy mediocrity » (26)

25 Les affiches sont un laboratoire où consommateurs et producteurs se croisent, participent à l'édification de la commercialisation de la société d'Ancien Régime. Dirigée contre Keith Baker et son interprétation discursive des origines de la Révolution, ou contre Roger Chartier, Jones propose d'identifier dans le matériau textuel une sociologie des acteurs. Or, Colin Jones remarque que la place faite à la médecine, à la santé, aux remèdes est loin d'être anecdotique dans cette littérature de large circulation. Cette présence témoigne d'abord de l'importance accordée à la rhétorique de la « régénération » de la nation à la veille de 1789, mais elle relaie aussi l'émergence d'un marché éducatif (cours publics, conférences), thérapeutique (cures miraculeuses, interventions chirurgicales, etc.). Le désir de faire du monde public un espace plus ouvert et rationnel est contrebalancé par la volonté de rendre les espaces domestiques plus propres, plus purs, plus confortables. Cette profusion d'objets, d'annonces dans le domaine médical consacre une visée entrepreneuriale qui n'est pas sans renvoyer à une forme ambivalente de politisation de la santé (*politicization of health*) à la fois dénoncée comme charlatanisme et célébrée comme vertueuse (on parle de médecine patriote) comme le révèle le scandale du mesmérisme³⁸. La lecture des affiches ouvre ainsi à l'historien un accès au « commerce des Lumières » sous son jour consumériste et mercantile confirmant selon Jones une concomitance des processus d'émergence des pratiques capitalistes et de la formation de l'espace public bourgeois³⁹. Par cet exemple, Jones entend à la fois nuancer la chronologie d'Habermas en soulignant le poids de la commercialisation dans la culture d'Ancien Régime, et s'opposer aux thèses « révisionnistes » qui dé-économisent l'interprétation des origines de la Révolution française. Reprenant les arguments développés par Sarah Maza, il montre que ces éléments sont tous présents dans cette littérature commerciale supposée traditionnelle.

26 Si lors d'une recension du livre *Sciences in the Enlightenment*, Thomas Broman revient sur dix ans d'études sur l'espace public des sciences au XVIII^e siècle et sur la nécessité d'historiciser ces usages en prenant au sérieux le contexte des Lumières et la notion de critique trop souvent oublié dans la trajectoire historiographique⁴⁰, les années 1990 sont marquées par un reflux des interprétations habermassiennes. Alors qu'en science politique, les chercheurs se mobilisent pour donner à l'espace public un contenu plus pragmatique, pour établir une nouvelle cartographie de ces espaces et de ces lieux, en bref pour passer d'un singulier abstrait à un pluriel concret⁴¹, la sociologie des sciences rejette vigoureusement cette spatialisation de la notion rejoignant ici des critiques déjà formulées par des historiens comme Harold Mah, et propose de déplacer l'agenda d'Habermas en prenant au sérieux la question du public dans son contexte social et culturel. Ils en mettent en garde contre l'idée d'espace public considéré comme une donnée empirique, un espace concret, antithèse du privé dont il suffirait de cartographier les lieux ou de préciser l'inventaire. Par là même, ils suggèrent que la notion doit conserver sa dimension problématique et ne peut être simplement considérée comme un concept routinisé et neutre de l'histoire culturelle.

NOTES

1. A. La Vopa, « Conceiving a Public : Ideas and Society in Eighteenth-Century Europe », *Journal of Modern History*, vol. 64, n° 1, 1992, p. 79-116.
2. Chartier, *Les Origines culturelles de la Révolution française*, Paris, Seuil, Points Histoire, rééd. 2000, p. 39.
3. A. Farge, *Dire et mal dire. L'opinion publique au XVIII^e siècle*, Paris, Seuil, 1992, p. 13.
4. *Ibid.*, p. 17.
5. Michael Warner, *The Letters of the Republic : Publication and the Public Sphere in Eighteenth-Century America*, Cambridge, Harvard University Press, 1990.
6. Gary Marker, *Publishing, Printing, and the Origins of Intellectual Life in Russia, 1700-1800*, Princeton, Princeton University Press, 1985.
7. Craig Calhoun, *Habermas and the Public Sphere*, Cambridge, MIT Press, 1992. Avec la participation de Nancy Fraser, Mary P. Ryan et de Geoff Eley.
8. J. Van Horn Melton, *The Rise of the Public in Enlightenment Europe*, Cambridge, CUP, 2001 ; T.C.W. Blanning, *The Culture of Power and the Power of Culture : Old Regime Europe, 1660-1789*, Oxford, OUP, 2002.
9. Dena Goodman, « Public Sphere and Private Life : Toward a Synthesis of Current historiographical Approaches to the Old Regime », *History and Theory*, vol. 31, n° 1, février 1992, p. 1-20.
10. Margaret C. Jacob, « The Mental Landscape of the Public Sphere : A European Perspective », *Eighteenth-Century Studies*, vol. 28, n° 1, 1994, p. 95-113.
11. Dena Goodman, « Public Sphere and Private Life : Toward a Synthesis of Current historiographical Approaches to the Old Regime », *History and Theory*, vol. 31, n° 1, février

- 1992, p. 1-20. Dena Goodman dans cet article avait fortement critiqué l'opposition entre public et privé.
12. H. Merlin, *L'Excentricité académique. Littérature, institution, société*, Paris, Les Belles Lettres, 2000, p. 215.
 13. H. Merlin, *L'Excentricité académique. Littérature, institution, société...*, *op. cit.*, p. 184.
 14. GRIHL, *De la Publication entre Renaissances et Lumières*, études réunies par Ch. Jouhaud et A. Viala, Paris, Fayard, p. 10.
 15. *Ibid.*, p. 11.
 16. *Ibid.*, p. 17.
 17. Sur cette thématique, on peut lire les propositions de Daniel Brewer, « Lights in Space », *Eighteenth-Century Studies*, vol. 37, n° 2, 2004, p. 171-186. Voir aussi à titre d'exemple D. Poulot.
 18. Steven Pincus, « Coffee Politicians Does Create : Coffeehouses and Restoration Political Culture », *Journal of Modern History*, 67, december 1995, p. 807-834. Alan Houston and Steve Pincus, eds, *A Nation Transformed : England after the Restoration*, Cambridge, CUP, 2001.
 19. Sur cette dimension de rapports des sexes, voir Markman Elis, « Coffee-Women, The Spectator and the Public Sphere in the Early Eighteenth Century », in Elisabeth Eger, Charlotte Grant, Cliona O'Galichoir, and Penny Warburton eds, *Women and the Public Sphere : Writing and représentation, 1700-1830*, Cambridge, CUP, 2001, p. 27-52.
 20. B. Cowan, « Mr. Spectator and the Coffeehouse Public Sphere », *Eighteenth-Century Studies*, 37-3, 2004, p. 345-366. Du même auteur, voir « The Rise of the Coffeehouse Reconsidered », *Historical Journal*, 47-1, 2004, p. 1-26 ; « What was Masculine About the Public Sphere ? », *History Workshop Journal*, 51, February 2001, p. 127-157.
 21. « philosophy out of closets and libraries, schools and colleges, to dwell in clubs and assemblies, at tea-tables and in coffee-houses » (S, 49, 1 : 210 ; S, 10, 1 : 44), cité par B. Cowan, « Mr. Spectator and the Coffeehouse... », *op. cit.*, p. 358.
 22. B. Cowan, *The Social Life of Coffee : Curiosity , commerce and Civil Society in Early Modern Britain*, New Heaven, Yale University Press, 2005.
 23. Steven Kale, *French Salons. High Society and Political Sociability from the Old Regime to the Revolution of 1848*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 2004.
 24. A. Lilti, *Le Monde des salons, sociabilité et mondanité à Paris au XVIII^e siècle*, Paris, Fayard, 2005.
 25. J. Habermas, *L'Espace public...*, *op. cit.*, p. 22.
 26. A. Lilti, « Public ou sociabilité ? Les théâtres de société au XVIII^e siècle », in GRIHL, *De la Publication entre Renaissances et Lumières...*, *op. cit.*, p. 281. Voir surtout sa thèse, *Le monde des salons. Sociabilité et mondanité au XVIII^e siècle*, Paris, Fayard, 2005.
 27. A. Lilti, « Public ou sociabilité ?... », *op. cit.*, p. 300.
 28. Comme l'indique le sociologue Cyril Lemieux, il s'agit de passer d'une sociologie des médiations écrites ou textuelles à une sociologie des opérations de mises en visibilité ce qui renvoie à une sociologie de la mobilisation. Cyril Lemieux, « Rendre visibles les dangers du nucléaire. Une contribution à la sociologie de la mobilisation », *Secret/Public*, numéro 0, 2005, p. 145-167.
 29. Voir par exemple, l'analyse du musée, par Michael R. Lynn, « Enlightenment in the Public Sphere : The Musee de Monsieur and Scientific Culture in Late-Eighteenth century Paris », *Eighteenth-Century Studies*, vol. 32, n° 4, Sites and Margins of Public Sphere, Summer 1999, p. 463-476.

30. Jacob Soll, *Publishing the Prince. History, Reading and the Birth of Political Criticism*, Chicago, University of Michigan, 2005 et l'ouvrage de Philippe Roussin (dir.), *Critique et affaires de blasphème à l'époque des Lumières*, Paris, Honoré Champion, 1998.
31. Pamela Long, *Openness, Secrecy, Authorship : Technical Arts and the Culture of Knowledge from Antiquity to Renaissance*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 2001.
32. P. Zagorin, *Ways of Lying : Dissimulation, Persecution and Conformity in Early Modern Europe*, Havard University Press, Cambridge, 1990. Voir surtout les travaux de Jean-Pierre Cavaillé, *Dis/simulations. Jules-César Vanini, François La Mothe Le Vayer, Gabriel Naudé, Louis Machon et Torquetto Accetto. Religion, morale et politique au XVII^e siècle*, Paris, Honoré Champion, 2002. Isabelle Moreau, *Les Stratégies d'écriture des Libertins au XVII^e siècle*, Thèse de littérature française, sous la direction d'Anthony McKenna, Université de Saint-Étienne, 2005, à paraître en 2006 chez H. Champion.
33. S. Schaffer, « Natural philosophy and public spectacle », *History of Science*, n°21, 1983, p. 1-43
34. Dena Goodman, « Public Sphere and Private Life : Toward a Synthesis of Current historiographical Approaches to the Old Regime », *History and Theory*, vol. 31, n° 1, février 1992, p. 1-20, voir tableau p. 5.
35. Colin Jones, « The Great Chain of Buying: Medical Advertisement, the Bourgeois Public Sphere, and the Origins of the French Revolution », *The American Historical Review*, vol. 101, n° 1, février 1996, p. 13-40.
36. « Third, there also has been a shift of the historiographical consensus away from the search for social or economic origins of the French Revolution, toward a highlighting of cultural and ideological forces. Symptomatic of the issues involved has been the use made of Jurgen Habermas's book *The Structural Transformation of the Public Sphere*. His notion of a sphere of open, rational debate and discussion between private individuals, developing within the interstices of the absolute state, remains an attractive one for scholars, who have retained Habermas's « bourgeois public sphere » and his stress on the importance of the public opinion in the Late Enlightenment. But they have effectively cut the German scholar off at the knees by denying the validity of his attempts to link these developments to the growth of capitalist relations of production. », *Ibid.*, p. 15.
37. *Ibid.*, p. 26.
38. *Ibid.*, p. 34.
39. *Ibid.*, p. 35.
40. Broman (Thomas), « The Habermasian Public Sphere and Science in the Enlightenment », *History of Science*, XXXVI, 1998, p. 124-147.
41. Bastien François et Erik Neveu (dir.), « Pour une sociologie politique des espaces publics contemporains », *Espaces publics mosaïques. Acteurs, arènes et rhétoriques des débats publics contemporains*, Rennes, PUR, 1999, p. 13-60.

INDEX

Mots-clés : espace public, Revolution Française, savoirs, visibilité, Habermas (Jürgen), France, xviiiie siècle

Keywords : public sphere, French Revolution, knowledge, visibility, eighteenth-century

AUTEUR

STÉPHANE VAN DAMME

Stéphane Van Damme est chargé de recherche au CNRS, affecté depuis 2003 à la Maison Française d'Oxford où il est responsable du programme d'histoire des sciences. À partir de septembre 2007, il sera Associate Professor in French Modern History au département d'histoire de l'université de Warwick (Grande-Bretagne). Il anime le groupe de recherche sur Savoirs et capitales européennes. Il a publié trois livres : *Descartes. Essai d'histoire culturelle d'une grandeur philosophique* (2002) ; *Paris, capitale philosophique de la Fronde à la Révolution* (2005) ; *Le temple de la sagesse. Savoirs, écriture et sociabilité urbaine (Lyon, 17-18^e siècles)* (2005). Il vient d'éditer en collaboration avec Nicolas Offenstadt, Luc Boltanski, Elisabeth Claverie une enquête collective sur la forme affaire, *Affaires, scandales et grandes causes. De Socrate à Pinochet*, Paris, Éditions Stock, 2007.